

source will be very useful to those teaching social history or the history of the family.

Sharon Anne Cook
University of Ottawa

Marie-Paule Malouin (dir.). *L'univers des enfants en difficulté au Québec entre 1940 et 1960*. Montréal: Bellarmin, 1996. 458 p.

La recherche confiée à Marie-Paule Malouin a été commandée en 1992 par la Conférence religieuse canadienne—région du Québec, en réaction aux récriminations des orphelins internés à l'intérieur des établissements de prise en charge de l'enfance malheureuse dirigés par des communautés religieuses au cours des décennies 1940 et 1950. Elle aura finalement permis la réalisation d'une première synthèse portant sur une réalité récente difficile encore largement inexplorée par les historiens et historiennes. Globalement, l'étude visait à éclairer le contexte dans lequel ont évolué les responsables de cette prise en charge. Un immense défi pour l'équipe de recherche qui a dû composer avec des matériaux fragmentaires, les travaux déjà réalisés, et combler les lacunes par la consultation de documents d'archives. Idéalement, la reconstitution devait permettre « à la société québécoise de progresser dans sa perception des plus démunis et dans la mise en œuvre de moyens de leur venir en aide » (p.13).

Soucieuse de réaliser, malgré l'évidente visée défensive de la commande, une analyse objective des interventions des acteurs concernés, l'auteure a abordé le sujet sous une triple perspective. D'abord celle des relations entre l'Église et l'État, les deux institutions se partageant la responsabilité des enfants abandonnés; puis, celle des rapports entre les classes sociales, les jeunes assistés appartenant majoritairement aux groupes les plus défavorisés. Enfin, la dynamique des relations entre les sexes constitue le troisième axe envisagé pour expliquer l'état des pratiques observées dans les établissements d'intervention auprès de l'enfance en difficulté entre 1940 et 1960. Mentionnons d'emblée que le recours à cette perspective élargie n'est certainement pas superflu, puisque la multiplicité des acteurs impliqués et des enjeux

inhérents au domaine exploré exclut toute approche réductrice du genre de celles qui ont été largement médiatisées au cours des dernières années.

Les deux premiers chapitres de l'ouvrage introduisent le sujet. Le premier situe d'abord les institutions concernées, l'Église et l'État, dans un système de rétribution des responsabilités hérité de trois cent cinquante ans de relations, à l'issue desquelles la tendance à l'ingérence gouvernementale dans le secteur de l'assistance s'affirme. En effet, l'aide aux démunis, traditionnellement laissée à l'initiative privée appuyée ponctuellement par une aide financière parcimonieuse de l'État, constitue un champ où l'Église catholique a pu s'imposer avec l'appui des autorités civiles. Le vingtième siècle, avec ses nombreuses législations sociales, verra s'effriter graduellement ce quasi-monopole des communautés religieuses qui devront désormais rendre compte de leurs interventions, une nouvelle réalité qui semble créer un climat de méfiance réciproque. Le second chapitre liminaire fait état des perceptions dominantes de la nature de l'enfant et des besoins qu'on juge nécessaires à son éducation à l'époque étudiée. Cette contextualisation générale établit les bases des situations plus particulières qui sont présentées dans sept des huit autres chapitres. Quelle que soit la catégorie d'assistés, l'intervention doit s'organiser en fonction des ressources disponibles—une indubitable réalité sur laquelle l'auteure insiste à juste titre—et est guidée par une vision particulière de l'enfant dont la condition de faiblesse exige une éducation corrective susceptible de produire un bon chrétien d'abord, un bon citoyen ensuite, la seconde qualité s'associant automatiquement à la première.

Les chapitres qui suivent l'exposé de ces éléments contextuels examinent le traitement social et institutionnel réservé aux principales catégories d'assistés. À travers l'analyse de la situation des filles-mères (chapitre 3), des enfants illégitimes (chapitre 4), des mères nécessiteuses (chapitre 5), de la jeunesse internée dans les orphelinats (chapitre 6), des délinquants juvéniles (chapitre 7) et des enfants malades ou déficients mentaux (chapitre 8 et 9), apparaissent quelques éléments d'explication des problèmes rencontrés par ces démunis, qui se disent aujourd'hui marginalisés en raison notamment de l'instruction insuffisante qu'ils reçoivent. Plusieurs parties de l'étude révèlent en effet les évidentes faiblesses de l'éducation prodiguée aux enfants placés en institution, mais elles font aussi apparaître la pertinence de replacer les événements dans une conjoncture sociale et politique particulière. On constate

par exemple que les dirigeants politiques, qui imposent la fréquentation scolaire obligatoire jusqu'à 14 ans en 1943, ne semblent pas aussi soucieux d'assurer l'instruction des enfants internés, se contentant souvent de réitérer des recommandations qui restent sans suite et sans véritable engagement financier. Ce qui fait dire à l'auteure que « si le Département et le Conseil de l'instruction publique avaient exercé un contrôle pédagogique sur les orphelinats, ils auraient dû contribuer financièrement à cet enseignement (...). Ils s'en sont gardé et ont probablement réalisé des économies appréciables en agissant de la sorte » (p.179). Bref, selon Marie-Paule Malouin, il s'agit surtout d'une question de gros sous et d'exploitation d'une main d'œuvre gratuite, les communautés religieuses, à qui l'on reprochera pourtant par la suite son incompétence.

L'analyse féministe, dominante tout au long de l'ouvrage, apparaît particulièrement pertinente lorsque appliquée à l'un des épisodes les plus importants de l'histoire des orphelins réclamant aujourd'hui réparation pour les torts causés par leur institutionnalisation. Le chapitre intitulé « Éducation et déficience mentale » est probablement la partie de l'ouvrage ayant suscité le plus grand retentissement par la nouveauté et l'impact potentiel des informations qu'il contient. Il illustre en effet fort bien la collusion masculine des milieux politique et ecclésiastique pour écarter un groupe de femmes d'un domaine où elles s'affirment par leurs actions novatrices. Prises au cœur d'un conflit fédéral-provincial menaçant de coûter cher aux dirigeants québécois, abandonnées par un cardinal qui prend le parti du gouvernement Duplessis, les sœurs de la Providence se voient contraintes de renoncer à un projet élaboré de longue date pour assurer l'éducation des déficients à leur charge. En 1954, leur Institut médico-pédagogique Mont-Providence est transformé en hôpital psychiatrique; les enfants éducatibles y côtoieront désormais sans distinction les malades mentaux qui ne nécessitent qu'une surveillance médicale sans intervention éducative. Les conséquences de ces choix politiques sont aujourd'hui trop bien connues pour que l'ajout de quelque autre commentaire soit nécessaire.

Si le reste de l'ouvrage ne recèle pas autant de nouveautés que le chapitre traitant de l'épisode sombre vécu par les sœurs de la Providence, l'ensemble constitue un excellent travail de « déblaiement » d'un champ de recherche révélateur de tendances, de contradictions, de courants de société perceptibles à travers le sort réservé aux petits exclus de ses rangs. On peut déjà entrevoir dans l'analyse de l'historienne et sociologue la position ambiguë

d'une société qui, tout en se souciant de plus en plus de l'intégration des enfants marginalisés, hésite à s'engager totalement. Un tel engagement aurait en effet signifié accorder à ceux qui s'en occupent les moyens de le faire convenablement et l'abandon des paramètres traditionnels régissant l'ordre social. En ce sens, les quelques cas présentés ne rendent pas suffisamment compte des divers degrés d'évolution des établissements dispersés aux quatre coins de la province et des facteurs particuliers de développement des philosophies d'intervention. Des éléments comme l'organisation patriarcale d'une société traditionnelle ou la subordination des besoins d'un groupe aux intérêts d'un autre peuvent certes permettre d'envisager globalement la situation. Mais, ils n'exemptent certainement pas de l'examen du vécu, des pratiques quotidiennes et des motivations des acteurs, qui ne peuvent être réduits à ces déterminations générales.

Par conséquent, et Marie-Paule Malouin l'affirme dès le départ en qualifiant son étude de « tremplin » (p.17) pour les recherches futures, la synthèse offre une vue globale de l'enfance exceptionnelle au cours des décennies 1940 à 1960, qui devra être complétée par des travaux cernant des aspects ou des contextes plus spécifiques. Enfin, mentionnons l'effort louable de l'auteure pour rendre l'ouvrage accessible à un large public, ce qui est loin d'être anodin lorsqu'on vise une conscientisation sociale au sort des plus démunis. Car la société n'est pas faite que d'intellectuels et de scientifiques.

Chantal Bourassa
Université du Québec à Trois-Rivières

Linda L. Clark. *The Rise of Professional Women in France: Gender and Public Administration since 1830*. Cambridge and New York: Cambridge University Press, 2000.

The Rise of Professional Women in France traces the history of women administrators' careers in the French national bureaucracy from 1837 to the end of the Fifth Republic. Although France in 1945 was the last western state to enfranchise all women, it admitted a limited number of women to inspectorate positions at